

L'HEURE DES CHOIX¹

**Présentation de The McLeod Group à l'occasion de la conférence politique du CCCI
LE LEADERSHIP CANADIEN POUR UN MONDE MEILLEUR
Un agenda politique pour la coopération internationale en 2015 et au-delà
21-22 novembre 2013**

DES JOURS SOMBRES

Cette conférence a pour thème le leadership canadien pour un monde meilleur, mais elle s'ouvre sur un avertissement : le monde n'est plus ce qu'il était. En tout juste vingt ans, notre monde, de bipolaire qu'il était, est devenu multipolaire. Les puissances économiques et politiques émergentes remettent en question le statu quo et le bousculent. Les préoccupations environnementales et la raréfaction des ressources ébranlent notre foi aveugle dans la croissance économique et l'économie pétrolière. Et dans la foulée, les anciennes idées sur la coopération internationale et l'aide au développement font place à de nouvelles.

Du point de vue de The McLeod Group, le Canada n'est pas en bonne position pour jouer un rôle phare sur la scène internationale. Nous avons perdu notre position de prestige dans la lutte pour l'égalité des sexes et avons abandonné le multilatéralisme, nous nous sommes retirés des initiatives de maintien de la paix de l'ONU, nous ne pouvons plus prétendre constituer un médiateur de confiance dans les conflits internationaux et, pour tout ce qui touche aux changements climatiques et à l'environnement, nous faisons presque figure de saboteur. Comme le dit Joe Clark dans son nouveau livre *How We Lead*, « le Canada vit maintenant dans le déni, il s'isole »¹.

En ce qui a trait à l'aide au développement canadienne et aux concepts plus généraux de coopération au développement, ces dernières années ont été extrêmement troublantes. Même si la fusion de l'ACDI et du MAECI permet de rendre notre politique étrangère plus cohérente, elle risque de nous paralyser des mois durant. Sans compter le fait que le Canada n'en sera que plus déconnecté de l'après 2015 et de l'ère post-OMD si ses nouvelles politiques harmonisées vont à l'encontre des prescriptions de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* pour une attribution des fonds en faveur des pauvres.

Beaucoup d'OSC canadiennes ont perdu leur financement, et celles qui ont échappé aux compressions sont dans une situation des plus précaires. Pour le gouvernement Harper, les OSC

¹ Ce document, qui a été demandé au McLeod Group pour stimuler la discussion lors de la conférence, sera disponible pour tous les participants à la conférence et publié sur le site du CCCI par la suite. Le document, cependant, ne reflète pas nécessairement les opinions du CCCI ou de ses membres.

sont ni plus ni moins des fournisseurs de services et des agences de prestation d'aide humanitaire.

Le Canada peut retrouver son ancien rôle, mais il faudra pour cela que tous les acteurs canadiens du développement se mettent sérieusement au travail.

En somme, cette présentation véhicule donc trois messages :

- **Le monde** a changé, et il continuera de changer. Il est plus dur et plus égoïste. Il est maintenant habité par des économies du Sud de plus en plus puissantes et concurrentielles qui ont l'intention de ne céder en rien aux pays du Nord, le Canada compris.
- **La place des OSC du Nord** évolue. Elle diminue, et beaucoup d'OSC se retrouveront dépassées si elles ne se tournent pas vers la concertation intersectorielle et transnationale. Les OSC des pays du Sud ont aussi leurs problèmes, mais de plus en plus ce sont elles qui donneront le ton et décideront des règles d'intervention des OSC du Nord sur leur territoire.
- **Le mandat national des OSC des pays du Nord** évolue également. Les OSC canadiennes œuvrant dans plusieurs secteurs et avec des partenaires du Sud devront déployer beaucoup plus d'efforts pour influencer sur la pensée politique et l'opinion publique.

À LA CROISÉE DES CHEMINS

The McLeod Group a été invité à faire part de ses réflexions sur les orientations à privilégier dans l'élaboration d'une stratégie des OSC pour 2014 et au-delà : les grands secteurs d'intervention qui feront de notre monde un monde meilleur, le rôle que pourrait assumer le Canada dans ces domaines, les moyens de mobiliser la population canadienne autour de ces enjeux, et le genre de stratégie politique qui pourrait faire engager les partis dans le débat.

Soyons francs. Les secteurs d'intervention qui feront de notre monde un monde meilleur ont déjà été définis de nombreuses fois. Il n'y a qu'à penser à la Charte des Nations Unies, aux conventions de Genève, aux objectifs du Millénaire pour le développement ou aux « limites sociales et planétaires du développement ». Nous pourrions déclarer que l'enjeu prioritaire est l'alimentation, ou la perte de biodiversité, ou l'éducation. Il se peut bien que ce soient là les priorités de votre organisation.

Mais nous croyons qu'à la base, bon nombre d'OSC canadiennes en développement devraient d'abord se demander si elles sont en mesure de s'attaquer *au moindre* de ces problèmes. Conserveront-elles la forme qu'on leur connaît aujourd'hui? Ou se conformeront-elles à ce que le gouvernement veut les voir devenir : des organismes de bienfaisance de dépannage, des entrepreneurs publics soumissionnant des projets et programmes conçus par l'État? Nous y reviendrons.

Il est vrai que certains éléments de « contenu » ne peuvent être passés sous silence. Notre liste semblera peut-être réductrice comparée à l'éventail impressionnant (et de plus en plus gros) des objectifs post-OMD et des « limites planétaires », mais ses éléments n'en sont pas moins importants, en partie vu le danger inhérent à la façon dont le gouvernement actuel les traite.

Pauvreté et inégalité

Malgré les progrès, la pauvreté reste à un niveau inacceptable dans les pays en développement et y est profondément enracinée. Cette situation est vraie, non seulement dans les pays très pauvres, mais aussi dans beaucoup de pays à revenu intermédiaire. L'inégalité ne fait qu'ajouter au problème. La pauvreté est à la fois une cause et une conséquence de la maladie, de l'ignorance, de la discrimination, des exodes et des conflits. Et ses corollaires ne connaissent pas de frontières; le Canada n'est d'ailleurs pas à l'abri. Il est probable que la pauvreté et la vulnérabilité aillent en augmentant en raison des répercussions des changements climatiques sur les pays en développement.

Les OSC canadiennes ont un rôle important et permanent à jouer dans cette situation, un rôle qui ne se distingue pas tant par l'ampleur du travail à accomplir que par sa qualité et sa valeur pédagogique. Les projets pilotes, les modèles et les initiatives ponctuelles n'ont d'utilité que si on en tire des leçons et si d'autres transposent les réussites à grande échelle. Pour ce faire, il faut que les formes de partenariat et les liens entre les secteurs se multiplient. Les petites initiatives isolées ne sont pas mauvaises en soi, mais dans ce monde où les ressources sont limitées et les besoins, incommensurables, ces initiatives sont de plus en plus difficiles – voire impossibles – à justifier.

Quantité et qualité

Dans 43 pays, l'aide publique au développement (APD) demeurerait la plus grande source de capitaux étrangers en 2011. Malgré les progrès – ou vu l'absence de progrès –, les sources de financement du développement dans les pays pauvres demeurent toutes précaires, qu'il s'agisse de l'APD, d'autres sources officielles (ex. : le financement des exportations), de l'investissement direct étranger (IDE) ou des envois de fonds. Même les recettes d'exportation sont volatiles, car elles suivent le cours des ressources naturelles et la fluctuation de la demande, le tout ayant de graves conséquences sur les entrées de fonds gouvernementales. Quant à l'IDE, il est inconstant et peut être assorti de conditions injustes pour le pays bénéficiaire.

De toutes les sources de financement du développement, c'est l'APD qui est la plus susceptible de tenir compte des besoins des franges les plus pauvres de la population, même dans les pays à revenu intermédiaire. Pour être efficace, cette aide doit toutefois s'aligner sur les priorités du pays bénéficiaire. Elle doit également être prévisible et axée sur les résultats, comme l'a convenu la communauté internationale – y compris le Canada – aux sommets de Monterrey, de Paris, d'Accra et de Busan.

Le pourcentage du revenu national brut (RNB) consacré par le Canada à l'APD est en voie d'atteindre un plancher historique. La société civile a un rôle essentiel à jouer pour renverser cette tendance et demander au gouvernement d'améliorer la qualité de l'aide. Les OSC canadiennes ne peuvent se contenter d'observer passivement. Elles ont le devoir de demander des comptes au gouvernement quant à la qualité et au niveau de l'APD canadienne. *La réduction de la pauvreté, préoccupation centrale de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, doit être prioritaire.*

Investissement direct à l'étranger

La tension a beaucoup monté dernièrement en ce qui concerne les activités des sociétés minières canadiennes à l'étranger. Au lieu d'imiter la Chine avec un programme d'aide fait pour préparer le terrain pour ses propres investissements transnationaux, le Canada pourrait se faire le champion d'une éthique commerciale à l'étranger. Avec la nationalisation des ressources qui prend de l'ampleur dans les pays du Sud, les communications en temps réel et le niveau d'information des populations, le temps où l'on se servait librement est révolu. Les entreprises responsables le savent et cherchent des organisations qui les aideront, non pas comme des pantins, mais bien en véritables partenaires.

À la base, néanmoins, ce ne sont pas les entreprises elles-mêmes qui posent problème, mais les profiteurs sous-réglementés et les gouvernements qui en sont complices. Dans les deux cas et à bien des égards, la porte est toute grande ouverte pour une intervention plus poussée de la société civile. Songeons au travail accompli par Publiez ce que vous payez et le Réseau mondial pour la justice fiscale, ou encore au Forum CIRGL-OCDE-Groupe d'experts des Nations Unies pour des chaînes d'approvisionnement en minerais responsables², qui réunit entreprises, gouvernements, OSC et institutions multilatérales pour traiter des conflits miniers en Afrique centrale.

Société civile

La société civile s'est « émancipée » dans les années 1990, avec la fin de la Guerre froide. On la voyait alors comme un complément à l'État, à la fois sentinelle et militante, le porte-étendard de la démocratie. Malheureusement, elle a perdu de son éclat avec le temps, et c'est maintenant le secteur privé qui a la cote. Mais en dépit de ce renversement, la société civile reste aussi importante qu'avant. Son action se fait sentir dans toutes les dimensions du travail international, des avancées en santé, en éducation et en microfinance aux camps à la frontière syrienne et jusque dans la lutte que soutiennent les défenseurs des droits de la personne, les environnementalistes et les braves comme Malala Yousafzai.

Le panorama des OSC du Nord se modifie cependant avec l'émergence de nouvelles organisations et de nouvelles approches. La Campagne internationale pour interdire les mines et la campagne Jubilé 2000 sont de bons exemples, tout comme Enough Project et son travail sur la loi américaine Dodd-Frank et ses répercussions sur l'extraction de l'or, de l'étain, du tungstène et du tantalum dans les zones à conflits de la région africaine des Grands Lacs. Au

Canada, l'entreprise sociale Me to We catalyse l'action des jeunes pendant que des organisations virtuelles comme Avaaz et Kiva apportent puissance et substance dans le monde du réseautage social, si souvent centré sur lui-même.

Du côté des pays du Sud, beaucoup d'OSC efficaces ont émergé, comme le Third World Network, le BRAC, SEND-West Africa et ACORD. De façon générale, toutefois, le bilan des vingt dernières années est loin de répondre aux attentes. Voilà une génération que les OSC canadiennes parlent de renforcer les capacités de leurs partenaires du Sud; or ce renforcement s'est trop souvent borné à de simples formations, une tentative visant à faire des OSC du Sud une réplique des nôtres. Et les « partenariats » en question se résument parfois à des ententes de sous-traitance imprévisibles et inégales qui rappellent quelque peu le *modus operandi* que le gouvernement du Canada impose maintenant aux OSC canadiennes. Cette situation est inacceptable.

Égalité des sexes

Autrefois au rang des meneurs dans la défense de l'égalité des sexes, le Canada est maintenant à la traîne. Le monde doit pourtant mener à bien la lutte entamée dans ce sens. Les OSC canadiennes trouveront des points d'entrée et des lacunes à tous les niveaux, particulièrement peut-être dans les projets portant sur la santé des mères et des enfants, pour s'attaquer aux inégalités qui précarisent la situation des femmes et des filles. Les OSC ne doivent plus reculer devant l'ampleur des besoins en matière de programmes et d'outils de planification pour la famille. Elles doivent, avec l'aide de leurs partenaires, amener la société à faire que la lutte contre les mariages précoces ou forcés ne se résume pas à un paragraphe dans un discours de ministre, mais soit prise en charge dans la communauté même. Les femmes sont plus que des victimes : elles sont des agents dans leur propre vie, dans leur milieu et dans leur économie qui aspirent vivement au bien-être, à l'égalité et à la justice.

Le Canada et le multilatéralisme

Bien que les OSC canadiennes aient toujours considéré la Banque mondiale et le Fonds monétaire international avec une méfiance qui frise l'hostilité, ces institutions ont un rôle important à jouer dans le dialogue mondial sur le financement du développement et la coopération au développement. Il est deux facteurs susceptibles de les rendre plus perméables à la société civile qu'elles pouvaient l'être par le passé. Premièrement, elles accordent maintenant beaucoup plus de place à des pays comme la Chine, le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud dans la définition des orientations politiques et dans leur structure décisionnelle. Deuxièmement, les débats de fond sur la réforme de la Banque mondiale offrent à la société civile une occasion idéale de se faire entendre.

Certains organismes de l'ONU sont relativement ouverts aux perspectives de la société civile et n'hésitent pas à faire participer les OSC à leurs processus de consultation. Néanmoins, pour arriver à influencer ces organismes dans les dossiers importants, les OSC doivent concerter

leurs efforts et cibler quelques sujets stratégiquement choisis. Les OSC qui font cavalier seul se perdent dans le bruit ambiant et n'ont que peu sinon aucun effet.

Le Canada siège au conseil de plusieurs institutions financières internationales et organisations multilatérales. Il y jouissait autrefois d'un pouvoir d'influence largement supérieur à son poids réel grâce à sa contribution financière. Aujourd'hui, le défi des OSC canadiennes consiste à convaincre le gouvernement du Canada de promouvoir des politiques et des programmes conçus pour apporter une croissance durable, équitable et inclusive, et qui aideront à protéger les pays en développement, et en particulier leurs habitants les plus pauvres, des conséquences des changements climatiques.

D'autres occasions se présenteront. Le plan de développement de l'après 2015 en offre déjà de belles. Plus global que son prédécesseur, il se caractérise par l'inclusion. Les belles promesses sur papier ne suffiront pas, toutefois. La société civile aura la grande mission de faire pression sur les gouvernements, les institutions et les entreprises pour qu'ils respectent leurs engagements.

Mais pourquoi attendre à 2015?

- L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh ouvre toute grande la porte aux initiatives multisectorielles dans les domaines du textile, du développement, de l'égalité des sexes et de l'IDE responsable.
- Les déclarations positives du gouvernement Harper au sujet des droits des gais, des lesbiennes et des transgenres ouvrent elles aussi toute une mine de possibilités.
- Le récent refus du Canada – apparemment par égard pour les propriétaires d'armes canadiens – de signer l'important *Traité sur le commerce des armes* de l'ONU qu'il a pourtant aidé à négocier soulève des débats sur la prévention des conflits, les droits de la personne, la sécurité et l'attitude du Canada envers le multilatéralisme.

D'aucuns diront que des sujets comme ceux-là sont risqués parce qu'ils touchent de trop près la politique nationale, qu'il est préférable d'y aller avec des « enjeux prioritaires » comme l'acidification des océans ou l'appauvrissement de la couche d'ozone. D'autres diront que l'action sociopolitique est restreinte par les lois sur les sociétés de bienfaisance canadiennes, ou qu'ils n'ont pas de fonds à y consacrer. Abordons ces objections une par une.

- Ces débats sont peut-être risqués, mais les gains potentiels sont en conséquence. Vous pourriez perdre une part de votre financement public à court terme, mais la plupart des ONG ont déjà subi de grosses compressions et l'avenir n'est pas très encourageant.
- L'Agence du revenu du Canada permet l'action sociopolitique pour autant qu'elle ne sombre pas dans la partisanerie et qu'elle soit en lien avec la fin de bienfaisance de l'OSC. Amnesty internationale est un organisme de bienfaisance, tout comme l'Institut Nord-Sud, l'Institut Fraser et l'Institut de la Conférence des associations de la défense, dont la mission

consiste entre autres à « promouvoir un débat public informé sur les questions de sécurité et de défense »³.

- Pas de fonds? Parlez-en à Greenpeace, Enough Project et Global Witness. Trop d'OSC canadiennes se sont transformées en usines à projets dépendantes des fonds publics, véhiculant toujours le portrait d'un monde rempli de victimes sans défense et d'enfants pathétiques. Nous ne prétendons pas, loin de là, qu'il soit facile de diversifier ses revenus, mais la maximisation des revenus n'est pas garante d'efficacité. Rapetisser, s'il le faut, ce n'est pas disparaître; attendre après le gouvernement, en revanche, pourrait bien donner ce résultat.

INTERVENANTS CANADIENS

LE POTENTIEL DE LEADERSHIP ET LE (PROCHAIN) GOUVERNEMENT

Le gouvernement du Canada est accusé, non seulement d'avoir été négligent, mais d'avoir sapé de façon quasi systématique la réputation du Canada en tant qu'acteur efficace du développement. La volonté d'éradiquer la pauvreté doit être au cœur de la politique étrangère du Canada, pas à sa remorque. Nous avons besoin d'une politique publique de développement radicalement différente, qui repose sur l'inclusion et l'équité en tant que prérequis pour la réduction de la pauvreté. Cette politique d'inclusion doit s'étendre aux plus faibles des pays en développement, y compris les États déchirés par les conflits, et aux citoyens les plus vulnérables des pays à revenu intermédiaire.

Cette vision du développement doit aborder des aspects que l'ACDI et beaucoup d'OSC canadiennes ont négligés. Elle suppose que le Canada appuie l'accès préférentiel aux marchés occidentaux, l'institution de règles internationales plus sévères sur la transparence financière et une amélioration de la gouvernance des entreprises en matière d'investissements étrangers, particulièrement dans le secteur des ressources naturelles, que le gouvernement favorise tant maintenant. Cette vision appuie les mesures de protection de la planète au lieu de les entraver et lutte pour stopper la hausse du niveau des océans qui menace certaines régions côtières des pays en développement et mettre un terme à la désertification des terres en Afrique sahélienne. Enfin, le développement inclusif, c'est la paix et la sécurité élémentaire pour tous ces pays pauvres à qui elles font défaut.

Le Canada était autrefois admis dans la cour des grands à l'international; aujourd'hui, il a plutôt tendance à « discourir sans agir », comme le dit si bien Joe Clark. Nous avons compris qu'une puissance intermédiaire gagne rarement seule. Nous avons appris à travailler en alliance. L'une des plus graves régressions des années Harper aura été notre lourde perte de crédibilité en tant qu'acteur multilatéral.

STRATÉGIE POLITIQUE

Nous pourrions nous lancer dans un long exposé sur la politique au Canada, et l'art de se faire des alliés et d'influencer la classe politique, mais les réponses nous semblent plutôt simples : *concentration, engagement, persévérance* et *alliances*. Les messages doivent être clairs et constants. Il faut un contact régulier avec les politiciens et leur personnel, et tenir compte de *leurs* besoins si on veut faire passer notre message. L'efficacité dépendra presque à coup sûr des alliances sectorielles et intersectorielles. S'il fallait que des douzaines d'OSC fassent pression sur une poignée de politiciens en réclamant chacune quelque chose de différent, la situation aurait de quoi empirer. Nous y reviendrons.

La majorité de nos efforts devrait porter sur les deux principaux partis d'opposition. Bien qu'il y ait quelques voix sympathiques à notre cause dans le caucus conservateur, le McLeod Group croit qu'il y a peu de chance d'influencer le gouvernement Harper. Les partis d'opposition semblent cependant réceptifs à des conseils stratégiques judicieux et ils sont ouverts aux suggestions. C'est *maintenant* que nous devons tisser des liens avec eux, alors que les politiques pré-électorales sont en train d'être développées et avant un changement de gouvernement.

Cette recommandation n'est pas faite dans un esprit de partisanerie. Elle procède simplement de la volonté de cibler les groupes les plus réceptifs au changement.

Deux champs d'action se dessinent pour le CCCI :

- tirer profit de la fusion de l'ACDI et du MAECI pour créer un cadre d'intégration du développement à la politique étrangère canadienne. Tous les partis politiques pourraient être pressés d'inclure ce genre de cadre dans leur plateforme électorale de 2015;
- créer un processus de reddition de comptes permettant de s'assurer que le Canada respecte les exigences de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, ses autres engagements en matière de développement international, et le programme de développement pour l'après-2015.

MOBILISATION DES CANADIENS

Changer de discours

Les OSC canadiennes ont bien des façons de communiquer avec la population, mais beaucoup négligent d'appliquer les quatre grandes leçons tirées de leurs propres réussites. Premièrement, le message dominant voulant qu'elles soient indispensables pour améliorer les conditions de vie de millions d'enfants et autres personnes « démunies » dans les pays en développement a certes l'heur de toucher émotionnellement de nombreux Canadiens et de remplir les coffres, mais c'est un portrait simpliste du développement qui a pétri la conscience canadienne d'attitudes paternalistes. Il est temps de revoir ce discours.

Beaucoup de gens des pays du Sud haïssent profondément l'image paternaliste de « charité » véhiculée par les campagnes de financement des OSC. Qu'on en dise ce qu'on veut, la thèse de Dambisa Moyo est on ne peut plus claire sur ce point. Voilà qui amène à se demander en quoi cette attitude aide en dehors de la collecte de fonds. La Fondation Muttart concluait dans un rapport récent que, de tous les organismes de bienfaisance, ce sont les organismes de développement international qui jouissent le moins de la confiance des Canadiens⁴.

Se mettre sur la défensive n'arrangera rien, pas plus que de se retrancher dans la suffisance. Les OSC doivent au contraire entamer une sérieuse introspection. Pour The McLeod Group, le meilleur moyen de sensibiliser la population est d'adopter un discours adulte faisant appel à la solidarité et aux causes qui nous sont communes.

Collaboration

Deuxièmement, les campagnes canadiennes de mobilisation les plus réussies – les campagnes contre les mines terrestres et les diamants du sang, ou les campagnes pour l'instruction des filles et la promotion du commerce équitable – n'ont pas été menées par une seule OSC, ou même par une coalition d'OSC. Elles ont existé grâce à l'union d'OSC, de célébrités, de médias, de syndicats, d'organisations religieuses et d'autres groupes. La collaboration est plus exigeante que le travail dans l'isolement, mais le jeu en vaut la chandelle : c'est la force du nombre.

Nouveaux médias

Troisièmement, le cortège des nouveaux médias, qui ne cesse de s'allonger, finira par supplanter les publicités télévisées et autres vieux médias, tout comme l'ingéniosité prendra le pas sur l'information pure et simple dans les communications. La vidéo *No Woman, No Drive*⁵ sur YouTube a été vue par dix millions de personnes en moins de deux semaines, et diffusée sur BBC, la SRC et CNN. Elle a fait plus en quatre minutes pour raconter et soutenir la lutte des femmes saoudiennes qu'un bataillon de documentaires sérieux.

Segmentation du public

Quatrièmement, l'efficacité en matière de sensibilisation du public ne consiste pas toujours à rejoindre le plus de gens possible. Elle consiste plutôt à cibler soigneusement les groupes qui ont besoin d'être convaincus. C'est pourquoi il faut penser en termes d'influence et donner dans la diffusion *ciblée*, c'est-à-dire miser sur des leviers efficaces.

Le rôle du CCCI

C'est là que le CCCI intervient. Affranchi financièrement de l'État, il est maintenant mieux posté que jamais auparavant pour faire entendre sa voix dans les débats qui importent. Ce serait une tragédie si ses membres devaient le museler par peur des représailles du gouvernement. Le temps n'est pas à la timidité, à la prudence ni à la peur.

LA QUESTION FONDAMENTALE POUR VOTRE ORGANISATION

Le déclin du Canada sur la scène internationale et la crise que vit le secteur de l'aide au développement canadien – sans compter les défis qui en découlent pour les OSC canadiennes – tombent à point nommé. Les organismes et les capacités des pays du Sud évoluent et se développent; les bénéficiaires de notre travail ne sont ni démunis, ni muets et, maintenant que les technologies des communications ont changé, refusent désormais d'être dépeints d'un bloc comme des enfants miséreux.

Nous savons que dépouillée de ses politiailleries, de sa bureaucratie et de sa suffisance, l'aide au développement peut réellement transformer la vie des pauvres. Nous savons que le défi ne se limite pas qu'à ce point, mais englobe aussi la question du commerce, des investissements, de la croissance économique, de la justice, de l'immigration, de l'environnement et de la bonne gouvernance.

Les OSC canadiennes ont beaucoup apporté à la réflexion, à l'action et à l'innovation en matière de développement ces cinquante dernières années. Toutefois, si les organismes à l'œuvre dans ce secteur veulent faire plus que tenir le coup, ils devront s'élever contre les forces qui cantonnent les visées internationales du Canada à des intérêts commerciaux égoïstes, et se pencher beaucoup plus sur les problématiques complexes auxquelles sont confrontés les pays en développement et leur population.

À vous de répondre : l'objectif ultime de votre organisation se résume-t-il à survivre? À « monter des projets pour les pauvres », pour être plus direct? Ou est-ce de mettre un terme à la pauvreté? Si vous vous reconnaissez dans cette dernière réponse, sachez que vous aurez besoin de voir grand, de jouer de votre influence et d'être bien informés pour réussir dans le contexte contemporain. L'avenir est dans les mouvements d'envergure, les entreprises collectives. Une chandelle peut suffire à faire disparaître la nuit, mais elle sera soufflée par la tempête. Il en va de même pour les projets : ils peuvent être aidants en eux-mêmes à court terme, mais ils ne règlent rien des grands problèmes tenaces; ils ne profitent pas des occasions, et peuvent même les gâcher.

NOTRE PROPOSITION

Le développement est un phénomène à plusieurs visages. Bon nombre des chevaux de bataille des OSC s'y retrouvent – l'instruction, la santé, l'accès au crédit et les possibilités d'emploi lucratif –, mais il demande aussi une saine gestion, une préoccupation pour les questions environnementales et les droits de la personne, et une connaissance de secteurs d'intervention comme le commerce, l'accès aux marchés internationaux et l'investissement direct étranger responsable.

Dans les pays du Nord, des distinctions très nettes – pour ne pas dire des murs – ont été érigées entre les organismes de développement, les organismes environnementaux et les organismes

de défense des droits de la personne. C'est là une division née du milieu même de façon purement arbitraire et artificielle. Aujourd'hui plus que jamais, il est évident que ce sont les *gens* qui sont au cœur de toutes les initiatives, et que de s'attaquer à un problème sans s'arrêter aux autres est inefficace. Il existe bien quelques organismes « mixtes » dans le Nord, mais ils sont loin d'avoir l'approche holistique des OSC des pays du Sud. Même dans le Nord, de nouvelles OSC dynamiques s'attaquent avec succès à des problématiques transversales d'une façon qui fait paraître lourdes et dépassées les OSC en développement traditionnelles.

Les OSC canadiennes ne peuvent plus se permettre de travailler chacune en solitaire, ou indépendamment des organismes environnementaux, des organismes de défense des droits de la personne et des OSC du Sud. Elles doivent transcender – et s'employer à abolir – les divisions artificielles qu'on avait coutume d'appeler « le développement », « les droits de la personne » et « l'environnement ».

ET MAINTENANT?

Une ère s'achève au Canada. Les certitudes et les relations qui définissaient les OSC et leur travail depuis les années 1960 ont été sérieusement ébranlées. Le partenariat avec le gouvernement du Canada n'est plus, et les modèles de financement des cinquante dernières années ont disparu avec lui. La nouvelle réalité contraint la société civile à réfléchir sérieusement aux moyens de préserver ce qui a été appris et de se doter de nouvelles structures et relations au cours des dix années qui suivront.

Les jours sont comptés pour les projets isolés et déconnectés. L'époque où deux, trois ou quatre cents OSC canadiennes (ou 1 357, selon une étude récente du CCCI⁶) pouvaient se développer dans un splendide isolement est certainement arrivée à son terme. De plus en plus, la population est perplexe et consciente de la vanité du discours des OSC, qui se disent toutes uniques et clament toutes mériter un financement spécial du gouvernement. Coalitions, alliances et fusions seront non seulement importantes dans les mois et les années à venir, mais aussi essentielles à la survie et à la légitimité des OSC. Les querelles de clocher devront être abandonnées au profit d'une vision du développement beaucoup plus vaste. Et l'idée avancée par le gouvernement Harper, qui croit que les OSC sont là pour être vues et non entendues, ne saurait être tolérée.

Choisir la collaboration à grande échelle dans la lutte contre la pauvreté, choisir de conjuguer aux efforts de développement à l'étranger un travail réfléchi d'information et de revendication chez soi, ce n'est pas une décision qui se prend à la légère. Certaines OSC canadiennes poursuivront peut-être leur œuvre sans faire de vagues, loin de la controverse. D'autres deviendront peut-être des entrepreneurs de la fonction publique. Dans les deux cas, le développement et la justice pourraient continuer de progresser.

Mais le choix le plus enthousiasmant, le plus mobilisateur et de loin le plus ambitieux pour les OSC consiste à s'unir, à combiner leurs redoutables capacités, à prendre de l'envergure, à

renouer le pacte avec les Canadiens et à donner un tout nouveau visage à la lutte contre la pauvreté.

Le temps est venu de choisir. Et d'agir.

NOTES

¹ Joe Clark, *How We Lead: Canada in a Century of Change*, Toronto, Random House Canada, 2013, p. 87.

² OCDE, forum de mise en œuvre de diligence raisonnable pour des chaînes d’approvisionnement responsable en minerais, <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/icglr-oecd-un-forum-kigali-2013.htm>.

³ Institut de la conférence des associations de la défense, <http://www.cdainstitute.ca/fr/about-us>.

⁴ Fondation Muttart, *Talking about Charities 2013*,

<http://www.muttart.org/sites/default/files/survey/3.Talking%20About%20Charities%202013.pdf>. Le rapport a conclu que les hôpitaux sont les organismes de bienfaisance bénéficiant le plus de la confiance du public canadien (grande confiance : 53 %; certaine confiance : 33 %), tandis que les organismes de développement international étaient avant-derniers (grande confiance : 10 %; certaine confiance : 40 %).

⁵ Vidéo satirique sur l’interdiction de conduire imposée aux femmes en Arabie saoudite, <http://www.youtube.com/watch?v=aZMbTFNp4wI>.

⁶ CCCI, *La force du nombre*,

http://www.ccic.ca/files/fr/what_we_do/2013_11_01_CCIC_Report_on_Metrics_Executive_Summary.pdf.